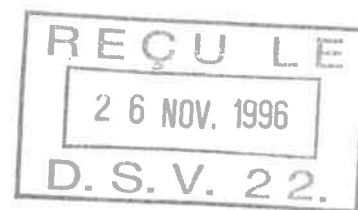


MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE



portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

DB

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour leur application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU les récépissés des 17 décembre 1971, 10 octobre 1977 et 26 novembre 1992 permettant l'exploitation par M. Marcel MOISAN et le GAEC MOISAN à SAINT-PEVER au lieu-dit: "Castel Pic"(section ZK n° 15) d'un élevage de 8 000 dindes et 5 000 poules en semi plein-air) et au lieu-dit "Kervallan" (section B n°s 535 et 536) d'un élevage de dindes et poules ;
- VU la demande présentée par l'intéressé le 9 janvier 1996 en vue de la régularisation de la situation administrative à SAINT-PEVER au lieu-dit "Castel Pic" (section ZI n° 24 et ZK n° 15) de 500 animaux équivalents (poules pondeuses en semi plein-air avec parcours), la création d'un poulailler de 5 500 animaux équivalents (poules pondeuses en semi plein-air avec parcours extérieur) en extension d'un élevage existant de 5 000 animaux équivalents (poules pondeuses en semi plein-air avec parcours) et au lieu-dit "Kervallan" (section ZI n° 24) d'un poulailler de 24 000 animaux équivalents (poulettes), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de SAINT-PEVER (29 avril 1996), LANRODEC (7 mai 1996) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile émis respectivement les 15 avril 1996, 16 février 1996 et 29 février 1996 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 5 août 1996 prorogeant le délai d'instruction du dossier susvisé pour une période de trois mois ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 17 septembre 1996 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 27 septembre 1996 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Egalité Fraternité

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

Le GAEC DE KERVELLAN est autorisé à exploiter à SAINT-PEVER aux lieux-dit "Castel Pic" (section ZK n° 15), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 11 000 animaux équivalents (poules pondeuses en semi plein air avec parcours extérieur) de plus d'un mois en présence simultanée et au lieu-dit "Kervellan" (section ZI n° 24) un élevage de 24 000 animaux équivalents (poulettes) de plus d'un mois en présence simultanée à savoir :

- lieu-dit "Castel Pic" :

- | | | |
|---------------------------|-------|--|
| - élevage à régulariser : | 500 | animaux équivalents (poules pondeuses semi plein air) |
| - élevage existant : | 5 500 | animaux équivalents (poules pondeuses semi-plein air) |
| - élevage à créer : | 5 000 | animaux équivalents (poules pondeuses semi-plein air), |

- lieu-dit "Kervellan" :

élevage existant : 24 000 animaux équivalents (poulettes),

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

1°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2°) **Prescriptions spéciales :**

- Dans l'hypothèse où le contrat de fourniture et de reprise des déjections ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants, ou de sa rupture, les éleveurs devront fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections (plan d'épandage etc...) conforme à la réglementation.

- Un registre des enlèvements de déjections sera tenu à jour (avec les dates, le type de déjections et le tonnage) dans lequel seront joints les justificatifs (originaux des bons d'enlèvement) pour l'année en cours. Les bons d'enlèvement (originaux) seront à transmettre à la fin de chaque année civile aux Services vétérinaires chargés de l'inspection.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de SAINT-PEVER pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du GAEC DE KERVELLAN.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du GAEC DE KERVELLAN dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge les récépissés des 17 décembre 1971, 10 octobre 1977 et 26 novembre 1992

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP
Le Maire de SAINT-PEVER
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au GAEC DE KERVELLAN pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT-FIACRE, LANRODEC, PLESIDY pour information.

SAINT-BRIEUC, le - 8 NOV. 1996

LE PREFET,
Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Signé : Jean-François PAGES

Pour copie certifiée conforme
l'Attaché, Chef de Bureau,



Christian RAYMOND